

## **Pétition de soutien à Burim Ahmeti, débouté adressée au Conseil d'Etat par les habitants du Canton de Vaud**

Par deux fois le Grand Conseil, par une majorité nette de ses députés, a pris position en faveur d'un traitement humain, responsable et juste des personnes déboutées résidant dans le Canton depuis de nombreuses années. Il a demandé au Conseil d'Etat de ne pas appliquer une politique de renvoi forcé et d'étudier la possibilité de légaliser leur séjour dans notre canton.

Les signataires de cette pétition partagent le point de vue du Parlement et attirent l'attention du Conseil d'Etat sur la situation de Burim AHMETI, originaire du Kosovo, habitant à Yverdon-les-Bains.

En 1991, alors âgé de 9 ans, Burim arrive avec sa mère et ses deux frères pour rejoindre leur père déjà en instance de demande d'asile. Sa scolarité terminée, il entreprend tout d'abord quelques petits travaux et stages dans le but de trouver une place d'apprentissage.

En 2000, suite à plusieurs condamnations, les frères de Burim sont expulsés et leurs parents les suivent.

Vu sa conduite irréprochable, Burim est autorisé à rester en Suisse et peut commencer l'apprentissage qu'il vient de trouver.

Dès lors, il a toujours **refusé d'être à la charge de la Fareas** et s'est assumé financièrement.

En septembre dernier, **il obtient finalement un CFC de gestionnaire de vente**. Dernièrement, il trouve un emploi, mais devant la précarité imposée par le renouvellement irrégulier de son permis de séjour, son futur employeur s'est récusé.

Aujourd'hui, **après 14 ans de vie en Suisse**, Burim espérait une régularisation de sa situation. En 2003 il avait reçu une lettre de l'Etat de Vaud lui indiquant clairement qu'il répondait aux critères de régularisation.

Mais en août 2004, il se retrouve parmi les « 523 déboutés », sans explications ni moyens de recours.

Après tant d'efforts et une telle volonté d'intégration, Burim devrait rentrer dans un pays qu'il ne connaît plus, un pays où l'on parle une langue qu'il ne sait ni lire ni écrire.

Comment peut-on être chassé d'un pays que l'on croyait être devenu le sien ? Comment, alors qu'on a un réel avenir professionnel et social en Suisse, peut-on se convaincre de tout quitter pour l'inconnu ?

- En vertu :**
- *du droit en matière d'asile,*
  - *de son intégration sociale et professionnelle réussie,*
  - *de la durée de son séjour en Suisse (2/3 de sa vie),*

**Les signataires demandent instamment au Conseil d'Etat du canton de Vaud de régulariser la situation de Burim Ahmeti.**

Nom, prénom	Adresse	Signature

Prière de renvoyer cette liste au plus vite, d'ici au 20 mars à Coordination Asile Nord-Vaudois  
c/o Pierre Javet, Rue de Neuchâtel 2 1422 Grandson.